

Accord régional
FORMATION PROFESSIONNELLE EN AGRICULTURE
(Lorraine)

ACCORD DU 9 JUIN 2015
INSTAURANT UNE COTISATION PARITAIRE
DESTINÉE AU FINANCEMENT DE L'AREFA
NOR : AGRS1597278M

Entre :

La FDSEA de Meurthe-et-Moselle ;

La FDSEA de la Meuse ;

La FDSEA de la Moselle ;

La FDSEA des Vosges ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires de Lorraine,

D'une part, et

Les 4 UD CFDT Lorraine ;

L'UR FO Lorraine ;

L'UR CFTC Lorraine ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

Considérant la déclaration de constitution du 30 novembre 2010 de l'association ayant pour titre « Association régionale emploi formation en agriculture (AREFA) », dont le siège social est situé 5, rue de la Vologne, 54520 Laxou, ainsi que le dépôt des statuts à la préfecture de Nancy le 21 janvier 2011 ;

Considérant que cette association se donne pour objet de promouvoir, valoriser, adapter l'emploi dans les exploitations agricoles et de coordonner l'ensemble des actions s'y rapportant sur la région de Lorraine, que pour ce faire l'association favorisera la mise en œuvre de toutes mesures afférentes à l'emploi des salariés d'exploitations agricoles ;

Considérant que dans tous les domaines qui concernent la formation et l'emploi des salariés agricoles, l'association se donne pour missions de :

- coordonner les études et les actions entreprises au plan régional par les organisations professionnelles, les administrations, les organismes publics et privés concernés ;
- réunir et diffuser toutes les informations et les documents disponibles ;
- mettre en place tous moyens favorisant la formation et l'information des employeurs et futurs employeurs ;

- entreprendre les études et les actions notamment pour mieux connaître les réalités du marché de l’emploi par la mise en place d’un observatoire régional des formations, des qualifications et des emplois ;
- promouvoir tous moyens de nature à favoriser les contrats entre les entreprises et les salariés d’exploitations agricoles à la recherche d’un emploi ;
- favoriser l’emploi de main-d’œuvre permanente et saisonnière ;
- valoriser le métier de salarié agricole ;

Considérant que la pérennité de l’association et le développement de ses actions rendent nécessaire la mise en place d’un autofinancement,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord a pour objet la création d’une cotisation portant sur les employeurs et les salariés des entreprises entrant dans son champ d’application afin de financer le fonctionnement et les actions de l’AREFA Lorraine.

Article 2

Champ d’application

Le présent accord est applicable à l’ensemble des employeurs et des salariés des exploitations agricoles et activités connexes de la région Lorraine, affiliées au régime agricole de protection sociale et énumérées ci-dessous :

- polyculture-élevage de Lorraine ;
- production de fruits de Lorraine ;
- travaux agricoles, d’aménagements ruraux et forestiers de Lorraine ;
- structures d’accueil touristique situées sur l’exploitation ou dans les locaux de celle-ci, à l’exclusion des centres équestres de Lorraine ;
- activités ayant pour support l’exploitation agricole en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l’acte de production.

Article 3

Assiette, taux et recouvrement de la cotisation

La cotisation assise sur la masse des salaires correspondant au champ d’application défini ci-dessus est appelée, à parts égales employeur/salarié, à hauteur de :

- 0,04 % part patronale ;
- 0,04 % part salariale.

Les caisses de mutualité sociale agricole de Lorraine et de Marne-Ardenne-Meuse sont chargées de recouvrer les cotisations. Une convention passée entre l’AREFA et les MSA fixera les modalités de cette délégation de gestion.

Article 4

Entrée en vigueur et durée

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil qui suivra la publication au *Journal officiel* de son arrêté d’extension.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5

Dénonciation et révision

Le présent accord peut faire l'objet d'une révision ou dénonciation partielle ou totale à la demande de l'une des parties, au moins 3 mois avant le terme de chaque année civile, par lettre recommandée avec avis de réception adressée, d'une part, aux autres parties signataires, d'autre part, à la DIRECCTE de Lorraine.

Article 6

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, qui sera déposé à l'unité territoriale 54 de la DIRECCTE Lorraine, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours à compter de la signature, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Laxou, le 9 juin 2015.

(Suivent les signatures.)